

Quelle paix pour la Côte d'Ivoire ?

Dea RETY

Janvier 2003

Interroger les événements qui secouent la Côte d'Ivoire depuis le 19 septembre 2002 nous invite à beaucoup de discernement et de sens critique afin de ne pas tomber dans des schémas rhétoriques simplistes. Ces derniers, appliqués à l'explication des crises et des conflits sur le continent africain, se satisfont souvent des clivages ethniques¹ et/ou religieux, comme si les événements au sud du Sahara ne s'inscrivaient pas dans des conjonctures géostratégiques mondiales ; comme si les enjeux politiques, économiques, sociaux et culturels des crises et des conflits du continent africain faisaient partie d'une catégorie à part ne pouvant, par conséquent, être élucidés à la lumière des critères d'analyse valables pour le reste de la planète.

La réflexion ci-dessous, menée « à chaud », avant même que les négociations de Paris ne se soldent par un « accord de paix » - violemment contesté dès le lendemain de sa signature par un soulèvement des « patriotes » pro Laurent Gbagbo à Abidjan –, complétée de quelques remises à jours, n'est pas une analyse détaillée. Cette réflexion ne se propose donc pas d'élucider dans leur ensemble les causes très complexes de ce que les grands médias appellent « la crise politico-militaire ivoirienne » pour dissimuler le fait qu'il s'agit là bel et bien d'une guerre. Elle vise tout au plus à apporter quelques lignes de réflexions, devant être lues à la lumière des événements actuels et dont le seul objectif est de d'ouvrir le dialogue. Chers amis du Mouvement, je livre ces lignes à votre lecture critique :

Alors que, à en croire un communiqué de presse du dimanche 19 janvier 2003, les rebelles du Nord s'apprêtaient à organiser une manifestation à Abidjan, affichant comme objectif de donner aux Ivoiriens animés par « *le patriotisme réel, la justice et la paix* » la chance de montrer leur soutien aux rebelles ; alors que le gouvernement, qualifiant cette annonce de « totalement irresponsable », accusait les rebelles – par l'intermédiaire de Toussaint Alain, son porte-parole à Paris –, de se moquer de la souffrance des Ivoiriens, les négociations baptisées « Sommet de la dernière chance »² se poursuivaient à Paris sous tutelle de la France. « *Nous voulons appeler tous les Ivoiriens à la paix et leur dire que cette marche ne sera pas annulée* » concluait ce même communiqué des rebelles publié par l'Agence de Presse d'Abidjan. Quelques jours auparavant, les grands médias français avaient accordé une large place aux manifestations pro Gbagbo à Abidjan, dont les acteurs scandaient les mots d'ordre de paix et d'unité nationale.

Difficile pourrait être alors de se positionner par rapport aux événements qui secouent violemment la Côte d'Ivoire, de comprendre les dernières manifestations anti-françaises à Abidjan en signe de contestation d'un accord de paix « imposé » par Paris³ ; difficile pourrait être également de ne pas se laisser bercer par les discours de Laurent Gbagbo et des rebelles se réclamant, du moins officiellement, de la démocratie et de la paix, si l'histoire de l'état ivoirien d'une part et celle des rapports franco-africains d'autre part, ne fournissait une grille d'analyse. Cette dernière nous invite à une réelle prise en compte non seulement des racines de la crise actuelle, mais aussi des conséquences à long terme d'une reprise de la politique interventionniste de la France par le biais d'une médiation (et, aujourd'hui, d'un accord de

¹ Rappelons seulement tout le mal que l'emploi abusif du concept d'ethnie, sans fondement historique autre que celui de son imposition par la puissance colonisatrice, a pu faire dans le conflit rwandais !

² Cf. Le Monde du 16 janvier 2003.

³ Cette phrase, dans un souci d'actualisation, a été ajoutée le 27 janvier 2003.

paix) qui se fait au moment où, *de facto*, les 2500 soldats français se trouvent, sans aucun mandat international, déployés le long de la ligne du découpage entre le Nord et le Sud de la Côte d'Ivoire.

Pour tous ceux qui connaissent ne serait-ce qu'un peu les racines de la crise actuelle, la déclaration de Jacques Chirac, pour qui « La Côte d'Ivoire est en crise, dans des conditions susceptibles de faire se retourner dans sa tombe le grand sage que fut Houphouët-Boigny »⁴ en ajoutant qu'« A son époque, on ne parlait pas d'«ivoirité», au centre de la crise actuelle »⁵, ne peut, précisément, que faire se retourner dans leurs tombes les victimes des massacres de Sanwi en 1966 et de canton Guébié en 1977 orchestrés par ce vieil ami de la France au nom de la lutte contre les velléités sécessionnistes et de la défense de l'état ivoirien. Basé sur l'hégémonie politique des Akans du temps d'Houphouët-Boigny, cet état n'a cessé de bafouer les droits les plus élémentaires de tous les autres peuples constitutifs de la Côte d'Ivoire.

Il est pour le moins improbable que le président de la République Française ignore que l'«ivoirité», qu'il estime être au centre de la crise actuelle, se trouve dans la droite ligne de continuité avec l'«akanité», politique d'exclusion qui a été précisément initiée par ce «grand sage» que fut Houphouët-Boigny ! Il est tout aussi improbable que Monsieur Jacques Chirac ignore que l'«akanité», politique relayée avec Henri Konan Bédié par celle basée sur le «séfonisme» - néologisme populaire pour désigner le monopole Akan et ses réseaux ethniques⁶ - soit à l'origine même de l'«ivoirité» ! Il est tout aussi improbable que les dirigeants français ignorent, en déployant les troupes françaises le long de la ligne Nord/Sud et, en particulier, en faisant stationner une partie de ces troupes à Yamoussoukro, capitale politique de la Côte d'Ivoire, que cette ville symbolise pour bon nombre d'Ivoiriens dont les droits n'ont cessé d'être bafoués depuis le règne de Houphouët-Boigny, le point de rayonnement de l'hégémonie politique baoulé⁷ ! A cette liste non exhaustive d'improbabilités il serait aisé d'ajouter celle des choix rédactionnels des grands médias français qui accordent plus de place aux déclarations des dirigeants français et à celles de Laurent Gbagbo, dont la «légitimité» serait, nous dit-on, approuvée par les urnes, qu'à une minutieuse élucidation des racines et des enjeux politiques et stratégiques de cette crise.

Comment était-ce possible alors d'abandonner les négociations pour la paix et une sortie politique durable de la crise ivoirienne (si ce n'est d'une guerre ?) dont les conséquences pour les populations civiles aussi bien en Côte d'Ivoire que dans toute la région restent encore à évaluer, aux mains de la médiation française ? Comment est-ce possible d'ignorer que cette dernière s'est montrée, une fois de plus, incapable de sortir des discours de l'«ego national» hérité de la Révolution et de ses «penchants universalistes»⁸ ? Rappelons seulement que déjà la V^e République préféra, pour satisfaire ces penchants, voter la «loi-cadre Defferre» de 1956 accordant l'autonomie interne aux territoires coloniaux et promouvant brutalement les leaders des colonies africaines du statut de dirigeants purement locaux à celui de chefs d'Etats souverains, défenseurs des intérêts de la France sur le continent africain, au lieu de perdre le contrôle politique, militaire et économique de ses anciennes colonies. Pouvons-nous enfin croire que les accords signés à Paris seront à l'origine

⁴ Cf. Entretien avec Jacques Chirac réalisé par *Le Figaro*, 20 janvier 2003.

⁵ Idem.

⁶ Cf. Fiacre Vidjninginou, « Les racines historiques de la crise », in *Afrique Diagnostique. Magazine Panafricain d'analyses politiques, économiques, socio-culturelles et sportives*, n° 13, Cotonou, janvier 2003.

⁷ Baoulé et Agni sont les deux sous-groupes du groupe Akan. Dès l'arrivée au pouvoir d'Houphouët-Boigny apparaissent des divergences au sein du groupe Akan, les Agni supportant mal l'hégémonie politique des Baoulé. Leur contestation est réprimée dans le sang en 1966.

⁸ François Gouttebrune, « La France et l'Afrique : le crépuscule d'une ambition stratégique ? », in *Politique étrangère*, IFRI, Hiver 2002-2003.

d'une nouvelle phase de justice, de démocratie et de paix, lorsque l'on sait que la composition du gouvernement ivoirien a été en grande partie décidée par Paris ?

A mon sens, soutenir la paix en Côte d'Ivoire revient à examiner ce qui se cache derrière les discours « pacifistes » des acteurs ivoiriens tout comme derrière le discours de la diplomatie française lorsqu'elle se réclame de ne rechercher qu'un accord politique – accord de paix durable - à condition seulement que nous admettions que la paix durable n'est pas un simple opposé au conflit armé. Soutenir la paix en Côte d'Ivoire, revient aussi à élucider sans aucune complaisance, les coupables de toutes les exactions commises, de part et d'autre, depuis le début des affrontements⁹. S'il est vrai qu'il était urgent de faire taire les armes et de prévenir les risques de débordement des massacres, voire même d'un génocide¹⁰, il est tout aussi vrai que le combat pour une paix durable en Côte d'Ivoire tout comme dans un grand nombre d'autres pays africains n'en est qu'à son début. Lorsque les armes se seront réellement tues, il conviendra d'engager parmi tous les acteurs pacifistes et sociaux en France tout comme en Afrique un vaste débat sur les raisons historiques, politiques et économiques des crises du continent africain en sortant des schémas rhétoriques simplistes qui justifient la poursuite des politiques interventionnistes et/ou néo-coloniales¹¹ sur le sol africain.

⁹ Pour plus d'informations lire les rapports d'Amnesty Internationale.

¹⁰ Dossier : « Côte d'Ivoire. Le spectre du Rwanda », in *Courrier International*, N° 621 du 26 septembre au 2 octobre 2002, pp. 34-38.

¹¹ Dossier : « Côte d'Ivoire. Entre chaos et néocolonialisme », in *Courrier International*, N° 637 du 16 au 22 janvier 2003, pp. 32-37.